

~~FRC 17594~~

Case

FRC

11148

~~7594~~

---

CONVENTION NATIONALE.

---

**R A P P O R T**  
E T  
**PROJET DE DÉCRET,**  
P R É S E N T É S

Au nom du Comité de la Surveillance des  
Vivres, Habillemens & Charrois militaires,

*Le 13 ventôse, l'an 2 de la Rép. une & indivisible,*

P A R C L A U Z E L.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

---

**C**ITOYENS,

VOtre comité de surveillance des vivres, habillemens  
& charrois militaires est informé que les employés des  
charrois & des vivres aux armées se servent des meilleurs  
chevaux de la République, non seulement pour les courses  
auxquelles leurs fonctions les obligent, mais encore pour

A

leurs parties de plaisir ; & que , dans l'un & l'autre cas , loin de les ménager , ils les galopent presque toujours , ne les soignent pas , finissent par les ruiner , & ensuite les laissent pour la voiture , & souvent dans un tel état d'épuisement , qu'il devient indispensable de les mettre à la réforme.

Votre comité n'a vu d'autre moyen , pour faire cesser un tel abus , que de les obliger à se monter eux-mêmes , sauf à les indemniser de cette dépense par une augmentation d'appointemens ; en conséquence , il m'a chargé de vous proposer le projet de décret suivant.

## PROJET DE DÉCRET.

La Convention Nationale , ouï le rapport de son comité de surveillance des vivres , habillemens & charrois militaires , décrète :

### ARTICLE PREMIER.

Les employés des vivres & charrois militaires , autres que les charretiers & hauts-le-pied , sont tenus de se monter à leurs frais , d'ici au 15 germinal prochain ; sauf par les administrations à augmenter leurs appointemens s'il y a lieu , & dans une juste proportion.

### II.

Les administrations pourront leur faire les avances nécessaires pour l'achat de ces chevaux , & même les leur procurer , en déduisant le prix chaque mois , par douzième.



9  
I I I.

Les employés des vivres & charrois militaires ; qui sont obligés de se monter en vertu du présent décret, recevront une ration de fourrages par jour pour leurs chevaux.

Les copies de ces actes de mariage militaires, qui sont  
souvent le résultat de l'absence de tout acte civil, sont  
souvent les seuls titres de mariage par lesquels les  
militaires sont reconnus.